MODELE MAJ le 11/05/2007

**ARRETE DE NOMINATON STAGIAIRE APRES SELECTION PROFESSIONNELLE**

**DE MONSIEUR *(OU MADAME)* …**

**DANS LE GRADE DE …**

**Dispositif spécifique d’accès des agents contractuels à l’emploi titulaire**

**pour la période du 13/03/2016 au 12/03/2018**

**en application des articles 13 à 20 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

**Le Maire (ou le Président) de …,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l’accès à l’emploi titulaire et à l’amélioration des conditions d’emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique notamment les articles 13 à 20 ;

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l’application du chapitre II du titre I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 susvisée,

***Les cas échéant pour les agents à temps non complet :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;*

***Le cas échéant pour la catégorie A :*** *Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,*

***Le cas échéant pour la catégorie B:***

*Vu Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d’emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (catégorie B NES concernant les grades de rédacteur, technicien, animateur, éducateur des APS, Chef de service de Police Municipale, assistant de conservation du patrimoine et assistant d’enseignement artistique).*

***Ou pour les autres grades :***

Vu le décret n° 2002-870 du 3 mai 2002 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de catégorie Bde la fonction publique territoriale ;

***Le cas échéant pour la catégorie C :***

*Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;*

*Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale*

*Vu le décret n°… portant statut particulier du cadre d’emploi des ...,*

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 relatif aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2008-329 du 28 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération fixant le tableau des emplois de la collectivité,

Vu la délibération du ….approuvant le programme pluriannuel de titularisation pour la période du 13/03/2016 au 12/03/2018, après avis du Comité technique Paritaire du…,

Vu la déclaration de vacance de poste n°… faite auprès du Centre de gestion de l'Oise en date du ...,

Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du…,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … figure sur la liste, établie le … *(date)*  par la commission d’évaluation professionnelle, des agents contractuels candidats aux recrutements réservés, aptes à être intégrés avant le 31 décembre *…. (année au titre de laquelle le recrutement réservé est organisé)* au grade de ...*,*

Vu les services publics accomplis en qualité d’agent non-titulaire par Monsieur *(ou Madame)* … d’une durée de…

Vu le contrat de droit public à durée *… (indéterminée ou déterminée*) établi le … entre Monsieur *(ou Madame)* … et la collectivité.

Considérant que l’agent a accompli des services en qualité d’agent contractuel de droit public d’une durée de … repris conformément aux règles de classement prévues par les dispositions réglementaires ;

Considérant que l’agent a accompli son service national (ou service civique ou volontariat international) d’une durée de … et qu’il convient de le reprendre dès la nomination ;

*(****Eventuellement*** *pour les catégories A et B) Considérant que le traitement indiciaire obtenu à l’issue du classement est inférieur à la rémunération antérieure détenue par l’agent, il a été fait application de l’article 16 du décret 2012-1293 du 22 novembre 2012 pour déterminer l’indice de rémunération ;*

**ARRÊTE**

**Article 1** :

Monsieur *(ou Madame)* … né(e) le ... est nommé*(e)* au grade de ... stagiaire pour une durée hebdomadaire de… à compter du ... pour une période de six mois pour exercer les fonctions de…

**Article 2** :

Pendant la période de stage et compte tenu de la durée de ses services de…*,* Monsieur *(ou Madame)* … sera classé(e) *(sur la base de la durée maximale de chacun des échelons du grade)* au … échelon de l'échelle ... *(éventuellement)* avec un reliquat de… *et* percevra une rémunération calculée sur la base de .../35ème de la valeur de l'IB ... - IM ...

*(****Le cas échéant pour les catégories A et B****: Dans la mesure où le traitement indiciaire obtenu à l’issue du classement est inférieur à la rémunération antérieure détenue par l’agent, l’intéressé(e) est rémunéré(e) sur la base indice majoré …, maintenu à titre personnel dans les limites fixées par le décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012.)*

*(****Le cas échéant pour la catégorie C****: Compte tenu de sa situation antérieure, l’intéressé(e) percevra la rémunération antérieure correspondant à l’I.B. …. IM ... (Limite : dernier échelon du grade de nomination).*

**Article 3** :

Monsieur *(ou Madame)* … est soumis(e) au régime spécial de Sécurité Sociale des Fonctionnaires et est affilié(e) à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Territoriales (CNRACL) ***ou le cas échéant*** *est soumis au régime général de sécurité Sociale et est affilié à l’institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).*

**Article 4** :

Pendant la durée de son stage, Monsieur *(ou Madame)* … sera placé(e), au titre de son contrat, en congé sans rémunération, et sera soumis(e) aux dispositions du décret du 4 novembre 1992 susvisé, à l’exception de celles relatives à la durée du stage.

**Article 5** :

A l’issue de la période de stage, Monsieur *(ou Madame)* … sera titularisé(e) au grade de …, ou à défaut, sera réintégré(e) dans son emploi contractuel d’origine.

**Article 6** :

Monsieur *(ou Madame)* … sera astreint à suivre :

* une formation d’une durée de trois jours s’il accède à un poste à responsabilité, dans un délai de six mois à compter de son affectation sur le poste considéré.
* une formation de professionnalisation tout au long de la carrière, à raison de deux jours par période de cinq ans, dans les conditions prévues par le décret du 29 mai 2008 susvisé.

**Article 7** :

Les services publics accomplis en qualité d’agent non titulaire dans un emploi de même niveau que celui dans lequel Monsieur *(ou Madame)* … est nommé*(e)* sont considérés comme services effectifs accomplis dans le cadre d’emplois d’accueil et le grade d’intégration pour l’avancement de grade.

**Article 8 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 9 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 10**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

 Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

 (Date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,